



Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie

Michel Rautenberg

► To cite this version:

Michel Rautenberg. Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie. Culture et Musées, 2003, 1 (1), pp.19-40. <10.3406/pumus.2003.1165>. <hal-03279305>

HAL Id: hal-03279305

<https://hal.science/hal-03279305v1>

Submitted on 6 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie

Michel Rautenberg

Citer ce document / Cite this document :

Rautenberg Michel. Comment s'inventent de nouveaux patrimoines : usages sociaux, pratiques institutionnelles et politiques publiques en Savoie. In: Culture & Musées, n°1, 2003. Nouveaux regards sur le patrimoine (sous la direction de Jean Davallon) pp. 19-40;

doi : <https://doi.org/10.3406/pumus.2003.1165>

https://www.persee.fr/doc/pumus_1766-2923_2003_num_1_1_1165

Fichier pdf généré le 18/04/2018

Abstract

Relying on the example of the set-up of three cultural tourism operations in the Savoy region, the author shows how heritage-building is constructed by putting agents from the State, from the professional cultural heritage field, from municipalities, and local users of the sites intoplay. It seems that the State's kingly intervention, backed up by the 'knowing' discourse of the professionals, contributes to a 'hardening' of the heritage-building process by cutting local buildings off from their normal uses and reinterpreting them as signs of universal cultural values. Inversely, local residents recognize those sites and objects of their heritage that are near and dear to them by inscribing them within a logic of use, which clashes with the institutional heritage-building process. According to each case, regional elected officials will tend to rely on either the first or the second meaning of heritage-building.

Résumé

S'appuyant sur l'exemple de la mise en place de trois opérations de tourisme culturel en Savoie, l'auteur montre comment la patrimonialisation se construit dans un jeu d'acteurs entre l'État, les professionnels du patrimoine, les collectivités locales et les habitants usagers des lieux. Il apparaît que l'intervention régaliennne de l'État, s'appuyant sur le discours « savant » des professionnels, contribue à « durcir » la patrimonialisation en coupant les édifices locaux de leurs usages courants et en les réinterprétant comme signes des valeurs « universelles » de la culture ; à l'inverse les habitants reconnaissent les objets patrimoniaux qui leur sont proches en les inscrivant dans des logiques d'usages qui s'accordent mal de la patrimonialisation institutionnelle. Selon les cas, les élus départementaux appuieront la patrimonialisation dans un sens ou dans l'autre.

Resumen

Apoyándose en el ejemplo de la puesta en marcha de tres operaciones de turismo cultural en Saboya, el autor muestra como la patrimonialización se construye a través de un juego de actores entre el Estado, los profesionales del patrimonio, las colectividades locales y los habitantes usuarios de los lugares. Resulta que la intervención regalista del Estado, amparándose en el discurso « erudito » de los profesionales, contribuye a « endurecer » la patrimonialización suprimiendo los edificios locales de su uso corriente y replanteándolos como signos de valores « universales » de la cultura ; al contrario, los habitantes reconocen los elementos patrimoniales que les son familiares incluyéndolos en lógicas de uso que no concuerdan con la patrimonialización institucional. Según los casos, los representantes departamentales apoyarán la patrimonialización en uno u otro sentido.

COMMENT S'INVENTENT DE NOUVEAUX PATRIMOINES : USAGES SOCIAUX, PRATIQUES INSTITUTIONNELLES ET POLITIQUES PUBLIQUES EN SAVOIE

Lorsqu'il était proche du monument historique, le patrimoine désignait des objets, des édifices ou des pratiques dignes d'être sauvegardés, sinon protégés. Dire d'un objet qu'il était patrimonial revenait à l'intégrer dans une catégorie d'objets remarquables au regard de l'évanescence du temps.

Aujourd'hui, on ne peut plus se contenter de définir le patrimoine comme un ensemble d'artefacts préservés par une société en vertu de la nécessité supposée qu'elle a de préserver des traces de son passé. Avec la création des parcs naturels régionaux et des écomusées dans les années 1970, puis avec la construction à la fois scientifique et administrative de la notion de patrimoine ethnologique à partir des années 1980 au sein du ministère de la Culture (Fabre, 2000), cette conception étroite a considérablement évolué. Comme le montre une publication récente (Rautenberg *et al.*, 2000), le patrimoine devient tout à la fois un enjeu économique quand il favorise le développement du tourisme ou celui de nouvelles filières agricoles, un enjeu politique quand il contribue à reformuler la notion de territoire, un enjeu social quand autour de lui se rapprochent anciens et nouveaux habitants des campagnes. Ce que nous souhaitons montrer ici, c'est la manière dont un « nouveau » patrimoine est construit, sur un territoire donné, par l'action croisée de différents acteurs publics dont les logiques d'action se distinguent, se complètent, se recouvrent parfois partiellement mais sans se confondre¹.

LA MISE EN PLACE D'UNE APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE DU PATRIMOINE

On pourrait ne voir dans le patrimoine d'un rassemblement d'objets, de pratiques sociales, de savoirs

hétéroclites dans lequel œuvres artistiques et produits traditionnels se côtoieraient, unis par notre seul désir de les conserver. Des propos parfois virulents ont été tenus sur la tendance de nos sociétés à se complaire dans une nostalgie au mieux assoupissante, au pire réactionnaire². Au début des années 1990, quelques-unes de ces critiques, venant généralement des milieux de l'histoire de l'art, ont voulu montrer que cette patrimonialisation, dans laquelle on pouvait peut-être lire une certaine forme de religiosité, contribuait à brouiller les catégories de l'esthétique et du savoir, à affadir l'exceptionnalité des œuvres d'art. Pour employer une formule lapidaire, cette façon nouvelle d'envisager le patrimoine culturel, dans laquelle l'État aurait une part de responsabilité, participerait à la confusion des genres, également dénoncée dans bien d'autres domaines de la culture et de l'art.

Avec quelques années de recul, on perçoit que ces positions s'appuient souvent sur ce qui apparaît être soit une illusion, soit un malentendu : ce mouvement n'est depuis bien longtemps plus dirigé seulement par l'État (mais l'a-t-il jamais été vraiment ? ou plus précisément, l'État n'était-il pas entouré, dès les débuts, d'une belle brochette d'hommes de lettres³ ?) et les collectivités locales prennent une place de plus en plus grande. Mais, surtout, la société civile est devenue un acteur tout à fait important, trop souvent négligé par les analystes. L'État a en charge les mesures réglementaires qui entourent la protection, mais la patrimonialisation va bien au-delà de la protection réglementaire. S'il existe des « politiques du patrimoine », elles visent surtout à encadrer un processus pour éviter qu'il ne déborde trop des cadres de l'action publique. La patrimonialisation est un fait social, à forte dimension symbolique, que les pouvoirs publics peuvent, selon les cas, plus ou moins orienter.

Dans le jeu complexe des rapports entre les pouvoirs publics et la société, nous identifions deux démarches collectives qui coexistent dans l'élaboration patrimoniale, répondant chacune à des objectifs propres : l'une vise à rassembler la société autour de symboles irréfutables, régaliens, dans la longue tradition née de la naissance de la République et du rapport de l'abbé Grégoire sur les méfaits du vandalisme⁴ ; l'autre tente de constituer pour le groupe, qu'il soit professionnel, social, territorial, confessionnel, etc., un patrimoine, immatériel ou matériel, qui soit un bien transmissible et utile. On se rapproche ici d'une acception ancienne du terme patrimoine, proche de sa définition juridique traditionnelle qui le lie à l'héritage. Le patrimoine désigne alors un capital de ressources spécifiques, singulières, destinées à assurer la perpétuation du groupe tout en alimentant une dynamique collective propre, fondée sur un certain particularisme culturel, historique voire géographique⁵. Ces deux démarches ne sont pas sans relations l'une avec l'autre, et nous

verrons comment elles ont pu être combinées, dans le département de la Savoie, lorsqu'il s'est agi de favoriser le développement local.

Auparavant, pour bien comprendre comment ces deux manières de construire le patrimoine se lient l'une à l'autre, il est utile de préciser les sens qui sont donnés généralement au mot patrimoine. L'emploi du mot au singulier laisse entendre qu'on aurait affaire à une catégorie pragmatique plutôt bien identifiée, ce qui contribue à laisser dans l'ombre la complexité des processus symboliques et sociaux de son élaboration. Les transformations de la législation et les usages administratifs récents eux-mêmes contribuent à faire éclater la conception régaliennne du patrimoine en déplaçant progressivement le centre de gravité de la reconnaissance patrimoniale des savants (conservateurs, chercheurs, érudits...) vers les acteurs sociaux et politiques. C'est ce qu'on observe, par exemple, dans le développement des procédures contractuelles entre l'État et les collectivités locales comme les ZPPAUP⁶, dans la prise en compte de plus en plus grande de l'avis du propriétaire dans les protections au titre des monuments historiques, ou encore dans l'essor des bases de données et des publications à destination d'un large public. Ces mesures traduisent une évolution de la doctrine de l'État, perceptible dès 1980 dans la création des COREPHAE⁷, et l'adaptation de la gestion publique à de nouvelles règles peut-être plus démocratiques, certainement plus attentives à l'avis des citoyens.

Cette évolution rend compte qu'il existe deux logiques bien différentes dans la construction du patrimoine. La première est savante, légitimiste, elle vise à déterminer une catégorie d'objets, de lieux, qui seraient à la fois exceptionnels et universels : leur reconnaissance devrait, dans l'idéal, ne rien devoir aux frontières politiques, et tous les hommes sont invités à célébrer à travers eux le génie de l'espèce humaine (ou celui de la nature si l'on parle de patrimoine écologique). Très généralement, elle se traduit en procédures réglementaires ou en labels comme en donne l'Unesco. Il y a dans ce patrimoine une essence sacrée, quasi religieuse, qui s'exprime dans une série d'interdits qui le frappent : interdiction de toucher, de déplacer, de transformer, parfois même interdiction de voir, comme dans le cas des grottes de Lascaux ou de la grotte Chauvet. C'est « Le Patrimoine », celui qui est irréfutable, qui n'a besoin d'aucun qualificatif, dont les racines historiques plongent dans la découverte des vestiges romains au XVII^e siècle et dans les tentatives de protection réglementaire pendant la Révolution. L'autre logique est sociale, commune, elle procède d'abord de la reconnaissance par les acteurs que, pour le groupe dont ils se réclament, un objet prend un sens particulier, à un moment donné, en signifiant un rapport spécifique et collectif au passé ou au territoire. Cette patrimonialisation peut porter sur les mêmes objets, les

mêmes lieux que la précédente, mais elle n'est pas soutenue par le même regard. Elle a un lien ténu à la réglementation, même si le type d'artefacts concernés peut trouver ultérieurement une autre légitimité dans une protection réglementaire. C'est un patrimoine qu'on pourrait qualifier de *populaire*, qu'on assimile à peu près (abusivement) au patrimoine dit ethnologique. On pourrait dire qu'il est « pragmatique » en référence à la notion de culture ou d'esthétique pragmatique développée par le philosophe américain Richard Shusterman (1992)⁸, et il serait plus juste d'en parler au pluriel.

PENSER ENSEMBLE LE PATRIMOINE ET SA VALORISATION : TROIS OPÉRATIONS DE TOURISME CULTUREL EN SAVOIE

En Savoie⁹, la politique patrimoniale et culturelle que nous allons évoquer s'est véritablement mise en place dans le cadre du X^e Plan entre l'État et la région Rhône-Alpes. Une convention tripartite fut signée en 1990 associant l'État, la région et le département visant à la création d'un ambitieux programme de connaissance, de restauration et de mise en valeur des édifices culturels baroques des vallées de Maurienne et de Tarentaise, destiné à accompagner les manifestations des Jeux olympiques d'Albertville de 1992. Par la suite, deux autres programmes ont été lancés, l'un sur le patrimoine fortifié, l'autre sur le patrimoine rural, dans le cadre d'une convention de développement culturel signée entre le département et l'État en 1993. Chacun de ces trois programmes a fait l'objet d'un partenariat plus ou moins étroit entre l'État, la région, le département et les communes. Tous trois affichent l'objectif de développer le tourisme culturel. Nous allons voir que, au fur et à mesure de leur application, des conceptions diverses du patrimoine se sont fait jour, se sont parfois opposées, ont évolué les unes par rapport aux autres.

Les *Chemins du baroque*, nom donné au produit touristique issu du premier programme, ont été ouverts au public pour l'été 1992. Ils permettent de découvrir plus de soixante églises et chapelles représentatives d'un art mariant les figures et les principes esthétiques de l'art baroque en des déclinaisons populaires et locales. Il s'agit généralement d'édifices transformés ou construits tardivement, souvent après le milieu du XVII^e siècle, bien après les *Instructions pour la construction et l'ameublement des églises* rédigées en 1577 par saint Charles Borromée, l'une des grandes figures du concile de Trente (Cerclet, 1994). On a fait généralement appel à des artistes transalpins de la Valsésia

pour les peintures murales, à des menuisiers, des doreurs et des sculpteurs de quelques villages pour les retables. Une trentaine d'édifices ont été restaurés dans sept communes des deux vallées. Deux espaces d'exposition ont été ouverts à Moûtiers, en Tarentaise, dans l'ancien évêché, et à Lanslebourg, en haute Maurienne¹⁰. Ces lieux proposent au visiteur respectivement une histoire de l'art baroque en général, en signalant les spécificités savoyardes, et une interprétation anthropologique permettant de comprendre la manière dont les femmes et les hommes de l'époque concevaient le sacré et l'exprimaient dans les lieux de culte. Au départ, deux types d'itinéraire étaient prévus, en forme de marguerite, autour des deux bases : des itinéraires géographiques pour les visites libres, repérables grâce à une signalétique appropriée, et des itinéraires thématiques pour visites guidées, proposées par vingt guides conférenciers formés par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Des habitants bénévoles, les interprètes du patrimoine, avaient suivi une formation de base afin de fournir aux visiteurs un minimum d'informations en l'absence d'un guide conférencier, et pour faire le lien entre les édifices et les villages, entre l'histoire et le présent de la vie locale.

Ce programme bénéficia d'une reconnaissance politique au plus haut niveau puisqu'il fit l'objet d'une opération dite *Mon patrimoine* du ministère de la Culture, opération destinée à promouvoir le patrimoine et sa protection dans tout le pays. Le 4 décembre 1991, Jack Lang, ministre de la Culture et de la Communication, visita un certain nombre de sites avec Michel Barnier, président du conseil général de Savoie, initiant ainsi une couverture médiatique nationale qui ne tarira pas et fera beaucoup pour la notoriété de l'opération. Au total les restaurations ont coûté 49 MF financés à 60,5 % par l'État, ce qui est un pourcentage exceptionnel, 16,5 % par le département, 12,3 % par les communes, et 10,7 % par la région. Les études et la valorisation ont représenté un budget de 13,80 MF (non comptés les salaires des personnels titulaires), essentiellement supporté par le département. En 1991 les *Chemins du baroque* ont obtenu le label Pays d'art et d'histoire donné par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. À partir de 1992, le programme de connaissance et de restauration devint un produit de tourisme culturel, géré par une fondation très proche du département, la Fondation pour l'action culturelle internationale en montagne (FACIM), présidée par le président du conseil général et dirigée par un ancien préfet de Savoie. Le premier été, les « volontaires » bénévoles accueillirent 7 500 personnes et il y eut 4 000 visites guidées. L'année suivante ces chiffres doublèrent, puis se stabilisèrent à peu près. En termes strictement touristiques cette fréquentation peut sembler modeste. Les résultats de cette opération doivent cependant être jugés à une aune différente. Outre la conservation sanitaire de lieux de culte dont beaucoup sont

encore en activité, elle a grandement favorisé une prise de conscience forte à tous les niveaux, du local au régional et au national, de l'importance d'un courant artistique qui était, à l'époque, encore souvent méprisé. Elle a surtout permis au département de se donner une image culturelle nouvelle sur laquelle il s'appuie beaucoup depuis, alternative aux clichés du petit ramoneur et des chalets qui prévalaient jusqu'alors quand on évoquait la Savoie.

La convention de développement culturel de 1993 connaîtra deux avenants les années suivantes. Les sommes sur lesquelles l'État s'engage pour la restauration du patrimoine sont beaucoup plus modestes et les objectifs sont beaucoup plus larges que dans la convention précédente. Un programme significatif est envisagé dans les domaines du théâtre, de la musique, du cinéma, une large part étant faite aux actions en milieu rural. Au départ, la dimension patrimoniale ne concernait que le patrimoine fortifié. Depuis le début des années 1990, les fortifications faisaient l'objet d'un intérêt grandissant, des études étaient réalisées sur les fortifications de la France de l'Est, sur les fortifications de l'Atlantique en prévision du cinquantenaire du débarquement, mais aussi sur celles de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, en particulier autour de Briançon. En Rhône-Alpes, était nommé en 1992 à la direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) un conservateur régional des monuments historiques venu de Lorraine. Il était très intéressé par le sujet qu'il avait déjà traité dans ses précédentes fonctions, ce qui contribua probablement à ce que l'État ouvre ce nouveau chantier avec le conseil général.

Outre les intérêts personnels de tel ou tel acteur, et le désir de la DRAC de convaincre les collectivités locales de l'importance patrimoniale et historique d'une chaîne d'édifices continue du sud au nord des Alpes, il faut souligner les raisons propres au département. Elles peuvent être regroupées en deux principales. D'abord, la présence sur son territoire de nombreux vestiges d'architecture militaire, constructions des Piémontais pour se protéger de la France entre 1818 et 1830, ou des Français pour se protéger des Italiens après 1875, toutes abandonnées par l'armée mais représentant des milliers de mètres carrés, posait un réel problème de gestion et de sécurité. Ceci était par exemple le cas en haute Maurienne, au niveau de la barrière dite de l'Essaillon où un ensemble de fortifications défendait la route du col du Mont-Cenis. Or plusieurs de ces fortifications, en particulier celles de Modane, étaient régulièrement visitées, certaines entrant même dans ces circuits organisés. En second lieu, un rapide pointage des fortifications en France fait apparaître que la Savoie possède, sur le sujet, un patrimoine remarquable, ce qu'une étude ultérieure confirmera. Il y a donc là une ressource originale, spécifique, justifiant une valorisation touristique qui

viendrait utilement compléter le programme déjà en place sur le baroque. Ainsi mûrit l'idée de développer un nouvel axe pour le tourisme culturel qui pourrait renforcer le changement d'image et l'évolution de l'économie touristique déjà engagée.

Parallèlement, sur proposition insistante de l'architecte des bâtiments de France du département et de la DRAC, un autre thème patrimonial est retenu dans la convention. Le département possède un patrimoine rural assez exceptionnel, en particulier des paysages et un habitat riches et très variés, souvent spécifiques pour chaque micro-vallée. Or ce patrimoine était très menacé par des restaurations peu respectueuses des bâtiments, par les transformations de l'agriculture qui modifiaient profondément un environnement forgé par la polyculture et la pratique de l'estive¹¹, et par un tourisme des stations de ski insensible à la qualité patrimoniale des espaces. En outre, ce thème, ce qui n'est pas le cas du précédent, avait le mérite de compléter le patrimoine baroque en proposant une lecture globale du monde rural savoyard.

Un comité de pilotage commun aux deux axes est créé, mais deux démarches distinctes sont engagées. À partir de 1997, dès la fin de la convention, ce comité se divisera en deux comités différents. Pour le patrimoine fortifié, une étude approfondie est lancée sur l'ensemble de l'architecture militaire, depuis la motte castrale médiévale jusqu'aux vestiges de la ligne Maginot. En effet, le comité de pilotage avait très vite proposé de ne pas s'enfermer dans une problématique de la défense des frontières nationales, comme cela aurait été probablement le cas en démarrant à la fin du XVII^e siècle avec les ouvrages de Vauban, mais d'étendre la problématique à l'ensemble des ouvrages de défense depuis l'époque médiévale. La méthode retenue est proche de celle engagée pour le baroque, avec étude scientifique préalable réalisée par deux conservateurs du patrimoine, l'un de la DRAC, l'autre de la conservation départementale du Patrimoine, puis élaboration d'un contenu culturel auquel le comité de pilotage est étroitement associé au moment de la réalisation du cahier des charges. Cette dimension culturelle sera ensuite maîtrisée entièrement par l'opérateur, la FACIM, qui pilotera également la formation de guides puis la mise en place d'un circuit touristique dès l'été 1997. Là encore, on prévoit d'ouvrir, dans une phase ultérieure, des centres d'interprétation qui devaient laisser une large place à l'histoire de la Savoie et à l'évolution des techniques de fortification¹². Il s'agit d'une démarche volontariste, privilégiant la maîtrise institutionnelle du projet sur son appropriation par les acteurs locaux, destinée à répondre à une demande politique de repositionnement de l'image du département.

Pour ce qui concerne le patrimoine rural, une définition large est retenue, après débat au sein du comité de pilotage entre les

tenants d'une conception ouverte, anthropologique du patrimoine et ceux qui privilégiaient le bâti. On tombe d'accord pour prendre comme base d'une définition du patrimoine celle présentée dans le rapport Chiva (1994), récemment remis au ministre de la Culture et qui avait été largement diffusé dans les services déconcentrés de l'État : bâtiments, paysages, produits agricoles, savoirs et savoir-faire sont retenus comme les signes d'une civilisation rurale qui doit être abordée globalement. Une étude est conduite par le chargé de mission de la FACIM qui prend en compte à la fois la qualité patrimoniale des sites et les dynamiques qui existent localement pour leur sauvegarde. Cinq sites sont d'abord retenus¹³ comme pouvant faire l'objet d'opérations ciblées qui pourraient être soutenues par les opérateurs (FACIM, CAUE¹⁴) ou les pouvoirs publics. Le choix est fait d'une approche plus globale, liant le culturel à l'économique, l'agriculture au patrimoine, le tourisme aux dynamiques sociales locales. La priorité est donnée au maintien des activités productrices de patrimoine autant qu'aux objets patrimoniaux en eux-mêmes, le tourisme n'étant qu'une composante parmi d'autres d'une politique qui tient plus du développement local que de la valorisation du patrimoine.

JEUX D'ACTEURS AUTOUR DE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE POLITIQUE DE PROTECTION ET DE TOURISME PATRIMONIAL

Le département, à travers son opérateur qu'est la FACIM, privilégiera très clairement le projet portant sur le patrimoine fortifié malgré les énormes coûts potentiels de restauration et de muséographie (il souhaitera pour cela un soutien financier fort de l'État, qui pourtant ne s'est pas engagé clairement). Le second, considéré comme plus difficile à maîtriser, trop soumis aux pressions des élus et des associations locales, sera, dans un premier temps, largement délégué au CAUE dont les conceptions du patrimoine sont assez éloignées des approches anthropologiques du départ¹⁵. Le département semble faire là un choix qui correspond assez bien à des conceptions bien ancrées, encore à cette époque, au ministère de la Culture : on privilégie le patrimoine bâti et matériel, puis, dans ce patrimoine, le bâtiment exceptionnel, l'unica, au détriment du bâtiment représentatif d'une culture ou d'un mode de vie¹⁶. Ce choix délibéré, fait au niveau d'une collectivité et sans guère de pression de l'État, nous interroge sur les représentations du patrimoine qui ont prévalu. Pourtant, sur le terrain, l'air du temps était plutôt à la défense des particularités culturelles locales et

certain élus faisaient pression pour que les pouvoirs publics départementaux conduisent une politique territoriale en harmonie avec la gestion du bâti traditionnel.

L'architecture militaire est un patrimoine à part dans la société savoyarde. Dans l'histoire, les populations ont subi la présence de militaires qui étaient le plus souvent étrangers au département, mal intégrés, qui contrôlaient des zones de passage et des espaces précieux pour l'élevage. Les fortifications du XIX^e siècle, qui constituent la partie la plus emblématique du programme, n'ont guère de dimension patrimoniale pour la population locale. Elle voit plutôt en elles les marques de l'emprise militaire passée, quand elles ne lui rappellent pas la période difficile de la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit d'un patrimoine exceptionnel au regard de l'histoire de l'architecture et de l'histoire politique, ce qui lui donne un caractère remarquable au même titre que l'architecture religieuse baroque. On peut avancer que le département de la Savoie possède, avec la mise en valeur de ce patrimoine, un projet culturel et touristique original qui dépasse largement le cadre local. Mais, à l'inverse des églises et chapelles baroques, ces constructions ne sont pas appropriées par une population qui s'en désintéresse très largement. Si l'on ajoute les coûts prévisibles très élevés des restaurations (estimés au total à une quarantaine de millions de francs pour treize édifices dans un document rédigé par le conseil général en 1997), l'éloignement entre des sites répartis sur l'ensemble du territoire départemental qui rend plus difficile la mise en place d'itinéraires, la difficulté de concevoir un propos historique et pédagogique accessible au grand public sur un sujet méconnu et peu populaire, on imagine ce qu'il peut y avoir de défi dans ce choix.

Ce choix de lancer un projet culturel et touristique autour d'un sujet difficile a été discuté à plusieurs reprises en comité de pilotage, sans être véritablement approfondi. La principale question soulevée portait sur la pertinence à présenter sur une même plaquette, dès 1997, deux types de patrimoines assez dissemblables, et la manière dont le public pouvait percevoir la cohérence de ces deux itinéraires alors que les centres d'interprétation sur le patrimoine fortifié n'étaient pas encore en place. Deux produits touristiques distincts étaient proposés, qui étaient tous les deux des produits difficiles, dont la rentabilité économique était foncièrement problématique. Si le circuit du baroque pouvait se prévaloir d'une qualité de décors exceptionnelle, d'une certaine vogue qui commençait pour ce courant artistique et du caractère pittoresque, inattendu de cet art qu'on est plus habitué à rencontrer dans les centres urbains, en revanche les *Pierres fortes* (nom donné au circuit de l'architecture militaire) impressionnaient le visiteur plus par la majesté des sites que par la beauté d'une architecture qui est le plus souvent d'une grande sobriété.

L'autonomie financière n'était évidemment pas le but recherché. L'enjeu principal était ailleurs, dans le renforcement d'une image culturelle, dans la mise en valeur d'un patrimoine remarquable dont les critères d'évaluation ne sont pas de l'ordre de la reconnaissance locale mais de la notoriété nationale. On comprend l'énergie que mit le département à associer l'État à sa démarche, car la demande allait bien au-delà des questions strictement financières. Il s'agissait de faire reconnaître au plus haut niveau un patrimoine emblématique du département. La dimension touristique, sans être marginale, relevait d'abord d'une forme de « marketing territorial ». C'est en termes de politique de communication qu'il fallait comprendre cette opération, et non en termes de strict développement économique. On recherchait surtout les clients de haut de gamme, susceptibles de devenir des ambassadeurs de la Savoie, on privilégiait un discours directement issu des manuels d'histoire de l'art ou d'architecture militaire, reléguant la présentation de la vie locale aux petits musées associatifs ou municipaux auxquels on ne s'intéressait guère. Du point de vue de la connaissance historique, on était sur un sujet bien balisé dont l'étude était riche, mais très classique et sans enjeu de société marquant¹⁷. Les éléments de ce patrimoine étaient aisés à identifier : châteaux forts, casemates, redoutes, fortifications... Bref, du patrimoine en dur qu'une analyse scientifique solide devait pouvoir valider sans problème.

Du point de vue de l'histoire, le patrimoine rural¹⁸ est très proche du patrimoine religieux baroque : ils sont tous les deux des éléments essentiels du paysage, ils sont les produits d'une histoire locale dans laquelle la plupart des Savoyards se reconnaissent. Églises, fermes et paysages ont été édifiés par les mêmes hommes. Le patrimoine rural est étroitement complémentaire, géographiquement, historiquement, socialement du patrimoine religieux ; il l'est aussi d'un point de vue touristique puisque présent dans les mêmes lieux. Mais, pour les responsables du département, ce patrimoine était entaché de quelques défauts difficiles à surmonter. Quand on examine qui, au sein du comité de pilotage, était favorable à l'approche anthropologique du patrimoine rural et qui lui était réservé, voire opposé, on voit d'un côté les services de l'agriculture, les universitaires, les représentants des parcs nationaux et régionaux, les associations d'habitants ; et de l'autre, les professionnels du patrimoine : gestionnaires, conservateurs du patrimoine et architectes des bâtiments de France. Les aspects financiers étaient accessoires puisque, dès le début, il avait été tout à fait clair que le projet ne s'accompagnerait pas d'un programme de restauration. Par comparaison avec les prévisions concernant la restauration du patrimoine fortifié, les estimations de coûts étaient insignifiantes. La question du potentiel touristique de ce patrimoine se posait dans les mêmes termes : il était clair pour tous les observateurs¹⁹, qu'ils soient professionnels du tourisme, chercheurs ou élus ruraux, que le « gisement » touristique

était le patrimoine rural. Dans les propos tenus au sein des services du département, ce qui posait surtout problème est que ce patrimoine n'a pas de limites. On le trouve sur l'ensemble du territoire et il devient dès lors difficile de justifier, auprès des électeurs, les choix de privilégier tel site plutôt que tel autre dans la mise en place d'un itinéraire touristique. La proposition qui fut alors faite de remplacer une sélection des lieux fondée sur des choix scientifiques par une sélection fondée sur des choix culturels, privilégiant la dynamique sociale et la qualité des projets portés par les acteurs, reçut un accueil mitigé que nous devons analyser.

La frilosité affichée devant les projets portant sur le rural de la part de responsables administratifs et politiques qui ont montré une réelle clairvoyance dans la mise en œuvre des *Chemins du baroque* est troublante. Freiner devant un projet peu coûteux et dont la réussite touristique ne fait guère de doutes pour privilégier un projet potentiellement onéreux et qui risque fort de se transformer en échec touristique n'est pas une démarche commune pour des élus. Le projet *Pierres fortes* s'explique, nous l'avons vu, quand on connaît les raisons qui ont poussé le conseil général à le proposer au ministère de la Culture²⁰ : patrimoine et tourisme culturel sont utilisés pour construire une image attractive d'un département qui souhaite se défaire des clichés folkloriques et sportifs. En revanche, les freins mis aux projets liés au patrimoine rural ont probablement une autre explication que la crainte d'être débordé par une demande locale supposée illimitée. Nous formulons l'hypothèse que cette réserve doit être analysée en regard des conceptions contradictoires du patrimoine que les uns et les autres défendent. Quand on reprend l'historique des *Chemins du baroque*, on voit un projet plutôt porté au départ par des ethnologues²¹. Ils souhaitaient un itinéraire appuyé sur les représentations populaires qui ont accompagné les bouleversements liturgiques et symboliques de la Contre-Réforme. L'idée du chargé de mission était de faire le lien entre les conceptions du sacré qui sont alors apparues et les conceptions de la nature que nous connaissons aujourd'hui. Les bénévoles avaient une part importante dans le dispositif touristique parce qu'ils étaient les héritiers bien vivants d'un univers symbolique placé au cœur du contenu culturel du projet²². Or, au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre touristique, ces aspects anthropologiques furent mis en balance avec une conception plus classique de l'art baroque, fidèle aux canons de l'histoire de l'art « officielle ». Beaucoup des guides interprètes furent déconcertés par une conception de l'art baroque qui faisait autant de place aux représentations sociales et aux mentalités qu'à l'esthétique et aux techniques artistiques et architecturales. La dimension anthropologique, qui devait être première, a eu du mal à s'imposer. On la trouve surtout présente dans une publication

scientifique (Cerclet, 1994), dans les propos de quelques guides interprètes et dans l'une des deux bases de découverte. Les *Chemins du baroque* sont en fait plutôt devenus les chemins de l'art baroque en Savoie, déclinaison locale d'un mouvement artistique qui couvrit une partie du monde chrétien. Ils se sont écartés de ce que proposait l'analyse anthropologique, c'est-à-dire la première expression populaire d'une modernité symbolique dans laquelle nous baignerions encore²³.

Ce que nous montre l'évolution de ce projet, c'est le passage d'une conception patrimoniale fondée sur le lien entre l'objet et la société à une autre conception dans laquelle l'objet est devenu patrimonial en soi, non par le lien qu'il matérialise avec les gens, mais par le regard que des spécialistes ont porté sur lui. La patrimonialité ne lui est plus conférée par une contingence particulière, par la place symbolique qu'il peut avoir pour les habitants, mais elle est donnée de manière abstraite par la science et par la protection réglementaire. Tout se passe comme si on avait considéré que le baroque première version était un patrimoine « mou » (comme on dit une science molle) parce que trop social, qu'il fallait le « durcir » pour le rendre plus légitime, mais surtout pour le sortir de la contingence des lieux et du temps présent.

Nous avons là une piste d'analyse qui peut nous servir à mieux comprendre pourquoi aujourd'hui le conseil général et la FACIM ont, dans un premier temps, choisi de privilégier le patrimoine fortifié. Avec les *Chemins du baroque*, les responsables du département avaient élaboré une philosophie de l'action patrimoniale qui correspondait de près aux conceptions traditionnelles de la direction du Patrimoine du ministère de la Culture et d'une grande partie des professionnels de l'époque²⁴. Le patrimoine de la Savoie était pour eux le résultat d'une sélection d'objets ou de bâtiments. Cette sélection, produite par le temps ou par un discours scientifique, allait permettre d'isoler dans une masse les spécimens les plus significatifs du point de vue de l'esthétique, de l'histoire de l'architecture ou de l'histoire de l'art²⁵. Si, pour le rural, on avait choisi, comme le proposait l'architecte des bâtiments de France, de sélectionner quelques bâtiments ruraux sur la base des connaissances déjà acquises par différents services spécialisés (CAUE, SDAP²⁶, conservation départementale, service régional de l'Inventaire de la DRAC), éventuellement complétées par des études plus précises, puis de les protéger au titre des monuments historiques, peut-être aurait-il été plus facile de concevoir à la suite un projet touristique porté par le département : le patrimoine rural aurait été limité à des constructions, le nombre en aurait été fini, et le choix de ce qui est patrimonial aurait incombé au ministère de la Culture. Ainsi le personnel politique et administratif local était dégagé de la responsabilité de la sélection. On procédait de la même façon que pour le fortifié, mais ce

faisant on coupait ce patrimoine de la société. On renvoyait son interprétation à une lecture plutôt folklorique, ou plutôt historique, et on répétait le processus mis en place pour le baroque, sans pour autant pouvoir justifier du caractère exceptionnel qui est le sien : même si celui de la Savoie est remarquable, beaucoup de régions françaises ont un patrimoine rural important et bien conservé ; ce qui fait la différence, c'est souvent la qualité du produit culturel et touristique, ou bien la dynamique collective d'appropriation²⁷, bref des éléments plus sociaux et contemporains que strictement patrimoniaux.

LE « DURCISSEMENT PATRIMONIAL », DE L'APPROPRIATION SOCIALE À LA CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE

En nous appuyant sur ces trois expériences, conduites sur un même terrain par les mêmes acteurs publics, nous pouvons mieux comprendre comment le patrimoine est socialement et institutionnellement construit. Pour simplifier, on peut dire que, avant l'opération *Chemins du baroque*, églises et chapelles étaient des lieux patrimoniaux pour quelques amateurs d'art baroque, mais surtout pour les paroissiens, pour les habitants des villages, éventuellement pour quelques amoureux de la montagne, même si chacun de ces groupes avait une conception particulière de la dimension patrimoniale des édifices. Dans ce cas, la procédure de reconnaissance par l'État et la mise en œuvre d'une politique touristique a proposé une lecture patrimoniale unique, homogène, elle a transformé ces lieux de culte populaires en un patrimoine « dur », désocialisé, atemporel, dans lequel la majeure partie de la population, qui a parfois exprimé son mécontentement, ne s'est pas immédiatement retrouvée. L'architecture militaire a été intégrée sans mal dans cette conception régaliennne à laquelle elle se prêtait par nature puisque très peu investie par les Savoyards et édifiée suivant des principes de construction savants. En revanche, le patrimoine rural, étant envisagé d'emblée dans une problématique plus anthropologique qu'architecturale, a continué à être perçu comme un patrimoine social qu'il n'était pas possible de réduire à une catégorie savante ou administrative. En ce qui le concerne, les interventions publiques devaient être particulièrement attentives aux enjeux locaux sociaux, économiques, culturels et politiques. Il n'était pas possible de suivre la politique volontariste que le conseil général avait appliquée à ses deux autres programmes de tourisme culturel.

Si l'on reprend nos analyses précédentes, il apparaît qu'il faut s'attacher à relier chaque objet au *processus de son invention patrimoniale*. La patrimonialisation est un processus social et politique qui, même s'il est orienté, sur la durée, par des dimensions idéologiques globales, s'inscrit chaque fois dans des contextes spécifiques qu'il faut analyser. Dans le cas qui nous intéresse, elle met face à face populations locales, institution départementale et services de l'État qui ont chacun leurs intérêts et une conception particulière du patrimoine. La manière dont chacun envisage le patrimoine est alors à considérer dans la relation singulière qu'il fait entre le projet patrimonial et ses intérêts plus généraux. Nous avons vu que pour *l'État*, ce qui prime est une vision déterritorialisée du patrimoine parce que celui-ci participe d'une conception unificatrice de la nation. Pour *le conseil général*, le patrimoine est d'abord un instrument de reconnaissance politique et symbolique qui doit lui permettre de se positionner autrement sur la scène nationale. Pour *les habitants*, les choses sont bien sûr plus complexes : les groupes sociaux se mobilisent plus ou moins, ils n'ont pas une conception globalement organisée et consensuelle de leurs intérêts. Cependant on perçoit, dans les réactions locales face aux trois projets, des indices qui laissent transparaître des manières cohérentes d'envisager l'usage du patrimoine : interrogations, dans un premier temps, parfois même méfiance des paroissiens et des prêtres vis-à-vis de la protection des églises et chapelles baroques parce qu'elle les dépossède partiellement de leur emprise sur les lieux ; désintérêt assez largement partagé pour le projet *Pierres fortes* ; intérêt plus visible pour la valorisation du patrimoine rural qu'on voit dans la mobilisation des milieux associatifs et des maires. Ce qui motive les gens sur ce dernier projet, c'est qu'il s'agit d'un patrimoine envisagé d'abord à travers son utilité, un patrimoine dont ils rapportent l'intérêt économique, social, environnemental à leur vie quotidienne.

Ainsi, il existe un caractère qui distingue entre eux les divers patrimoines que nous avons étudiés, au-delà des problématiques de l'identité qui ne sont pas notre propos, c'est *le rapport à l'usage*. Les paysages, les alpages, les vergers et les jardins potagers, l'urbanisme des villages, les façades des fermes ont une patrimonialité plus ou moins passagère qui n'a de sens qu'à travers les usages sociaux qui les produisent. Ce sont des patrimoines que la société reproduit plus qu'elle ne les protège. À l'inverse, les fortifications, une fois validées par la science et labellisées par l'État, sont ointes d'une patrimonialité irrévocable au même titre que les châteaux forts. Sans usage, les forts restent patrimoniaux. Sans usage, fermes et jardins, dont la temporalité est celle du quotidien, peuvent disparaître. Pour transformer ceux-ci en ceux-là, on extrait métaphoriquement les objets de leur contexte social et temporel pour les réintroduire dans un nouveau

champ interprétatif, celui de la collection de musée ou de la collection d'édifices. C'est l'opération qui a prévalu pour le baroque, ce qui a permis à des bâtiments reconnus pour être des lieux de culte populaires, tant dans leurs usages que dans leurs décors, de devenir des lieux de culte patrimoniaux dont la pérennité est dès lors de la responsabilité de la puissance publique.

Deux notions sont ainsi essentielles pour comprendre la patrimonialisation : la manière dont elle s'inscrit dans des ensembles d'usages, d'intérêts et d'investissements collectifs ; et la place qui est faite au processus, celui-ci essentiellement politique et symbolique, que nous avons qualifié de « durcissement », qui sort l'objet patrimonial de son contexte sociétal pour l'inscrire dans un autre univers de sens. On voit qu'en nous intéressant au patrimoine sous ses formes objectivées, c'est-à-dire après qu'ont opéré les processus de patrimonialisation, on peut distinguer *deux types de patrimoines* dont la comparaison fait ressortir les valeurs sociales et symboliques respectives. L'ensemble des objets patrimoniaux peut ainsi être analysé suivant leur « dureté » selon qu'ils sont plutôt « sociaux » ou plutôt « institutionnels ». Ce « *durcissement* » que produit la patrimonialisation qu'on peut qualifier d'institutionnelle, confère virtuellement à l'objet patrimonialisé de nouvelles qualités : inaltérabilité, parfois inaliénabilité, fixité des formes. Cette patrimonialisation « institutionnelle », c'est-à-dire produite par les pouvoirs publics et inspirée par l'État, est une forme de désocialisation qu'accompagne une transformation sémantique et symbolique : l'église, le fort ou la ferme classés intègrent alors une nouvelle catégorie d'édifices, définie par la réglementation et encadrée par la loi. Ils deviennent l'affaire, d'abord, des pouvoirs publics, particulièrement celle de l'État et de ses représentants. Symboliquement, ces objets patrimoniaux seront considérés comme « éternels », ayant vocation à l'universalité, suivant la philosophie qui sous-tendait dès le XIX^e siècle les règles édictées pour leur conservation. Pour leur part, les patrimoines sociaux, ceux dont la patrimonialisation ne s'inscrit pas dans une rupture d'usage ou de sens, apparaissent fragiles, mobiles, fluctuants. Leur valeur est essentiellement locale et contingente à une situation sociale et historique donnée.

Ces deux types de patrimoine renvoient à ce que nous montrions au début de notre propos. Églises et chapelles baroques ont été constituées en un patrimoine fait pour durer hors des contingences sociales ou locales auxquelles il est de moins en moins identifié. Il ne s'agit plus vraiment d'églises et de chapelles baroques de Savoie, mais, tout simplement, de patrimoine baroque. Même si, au début de son élaboration par le monde savant et par les institutions spécialisées, ce patrimoine était bien de quelque part, les édifices ayant été construits par des artisans locaux, décorés par des peintres du pays, les lieux de culte fréquentés par des paroissiens, même si retables et peintures

murales peuvent être interprétés comme des déclinaisons vernaculaires d'un art baroque savant, une fois la patrimonialisation lancée, le processus les coupera des autres bâtiments des villages. Cette forme de patrimonialisation est fondée sur la sélection et le classement qui isolent des édifices puis en changent le sens et la valeur. Nous avons vu que le patrimoine fortifié procédait de cette même logique, les fortifications étant déjà, pour l'essentiel, des bâtiments à part. De son côté le patrimoine rural était sur une logique de patrimonialisation essentiellement sociale. Avant d'être reconnu par les spécialistes, il était un bien commun des habitants. Un bien aux limites mal définies parce qu'en perpétuelle négociation entre voisins ou entre usagers, un bien dont le sens est en continuité directe avec l'usage : un jardin, même patrimonial, produit des légumes ; et une ferme, même si elle n'abrite plus d'exploitation agricole, continue d'être habitée.

Partant de l'exemple savoyard, on peut étendre notre hypothèse de l'usage et du durcissement institutionnel à bien d'autres phénomènes de patrimonialisation. Toutes les formes de patrimonialisation ne sont pas identiques, et les objets qui en résultent doivent être analysés en en tenant compte. Les uns, patrimoines « pour l'éternité », peuvent être compris comme un *ensemble de symboles* dont le nombre doit être forcément limité, symboles qui représentent l'unité du groupe, sa permanence dans l'histoire, son enracinement collectif. Ce sont les monuments qui, autrefois, servaient à perpétuer la mémoire d'un grand événement²⁸ comme le rappelle Françoise Choay (1992). Aujourd'hui, sous le nom de monuments historiques, ils sont là pour signifier la continuité de la collectivité à travers le temps et malgré les soubresauts de l'histoire. Pour constituer ce patrimoine emblématique, on va privilégier des édifices qui ont d'emblée une dimension symbolique : en France, ce seront des églises, des châteaux, des ruines romaines, des maisons de grands hommes. Mais ce peut être aussi des « nouveaux patrimoines », selon la critériologie du ministère de la Culture, nouveaux renvoyant à une époque certes passée, mais récente, dont les témoignages bâtis sortent des canons de l'histoire de l'architecture : vestiges de la révolution industrielle, traces des débuts du modernisme architectural, œuvres de grands architectes... On comprend aisément que ces objets et édifices doivent conserver leur forme, parce que l'essentiel de leur sens se résume dans leur matérialité. Le patrimoine sera restauré, éventuellement transformé et réhabilité pour être au plus près d'une forme jugée idéale (qui n'est pas toujours la forme d'origine, mais toujours la forme d'une origine). Quasiment immuable dans un monde qui se transforme de plus en plus rapidement, l'édifice patrimonial est comme un patronyme qui se transmet de génération en génération, plutôt qu'un bien qui est par nature consommable.

Élément de stabilité, il s'intègre à un genre de lignage qui symbolise toute la Nation. C'est un monument de référence que tous les hommes, à notre époque de globalisation de la culture, sont appelés à reconnaître. Les autres, patrimoines « mortels », du moins tant qu'ils n'ont pas rejoint la première catégorie, sont des *ressources héritées* (ou envisagées comme telle) de la génération ou de l'époque passée. Ils sont utilisés par un groupe social pour perdurer et se reproduire, et pour cela ils doivent s'adapter aux nécessités du temps, être malléables, interprétables et appropriables par la société. Patrimoines utiles autant que symboliques, ils gardent le plus souvent une fonction économique et sociale encore bien réelle : traditions rituelles, produits de terroirs, pratiques horticoles, maisons d'habitation... Ils serviront, au contraire des premiers, à marquer une différence, à construire un collectif distinct du collectif voisin. C'est un patrimoine qui prend tout son sens dans les rapports sociaux, il sera la base d'un échange économique et symbolique avec le voisin, héritier (ou se prétendant tel) d'un autre patrimoine.

Le patrimoine « pour l'éternité » sert à produire symboliquement de l'identique. D'un autre côté, le patrimoine qu'on pourrait qualifier d'« opportuniste » sert à construire la relation à l'autre. *Mais ils ne sont pas irréductibles l'un à l'autre*, comme l'exemple des édifices cultuels baroques de Savoie nous l'a montré. Plus que de catégories qui s'opposent, il faut plutôt parler de deux démarches qui se distinguent, se rapprochent, se complètent, se recouvrent parfois. Patrimoine fortifié et patrimoine rural nous ont montré qu'il existait clairement deux logiques de patrimonialisation distinctes, mais nous avons bien noté qu'au début du projet de valorisation touristique du patrimoine baroque, les jeux de la patrimonialisation n'étaient pas faits, qu'églises et chapelles auraient fort bien pu être réappropriées par les habitants et rester un patrimoine plus social qu'institutionnel et savant. La question se pose donc de savoir, pour finir, comment sont liés les deux processus décrits et les objets qu'ils transforment. On relève que les phénomènes que nous avons analysés ont des points communs avec la construction idéologique et sociale des catégories du savant et du populaire telle que Claude Grignon et Jean-Claude Passeron (1989) l'avaient analysée²⁹ à partir de la littérature. En appliquant leur analyse critique de la notion de culture populaire à notre objet, on pourrait dire que les objets patrimoniaux dits populaires ou vernaculaires, qui forment l'essentiel du patrimoine rural, sont en fait des constructions symboliques et sociales également validées par des savants (le comité de pilotage) et par la société dominante (le succès public de ces patrimoines n'est pas à démontrer). Mais, cependant, l'ensemble de la démarche qui vise à leur donner un statut patrimonial suit un processus de distinction sociale par la culture et par l'art qu'on retrouve en

bien d'autres lieux. Il est frappant, en effet, de constater que ce type de patrimoine, qu'on devrait écrire au pluriel parce qu'il est associé à l'histoire singulière d'un groupe social, est évoqué dans des situations de domination sociale ou historique et très rarement pour les groupes dominants : c'est ici le patrimoine des paysans ou des artisans, ailleurs celui des ouvriers ou des immigrés ; il est rural, villageois, technique, ethnique ou communautaire. En revanche le patrimoine qu'on écrit parfois avec une majuscule et toujours au singulier, le patrimoine validé par l'histoire de l'art, est l'héritier des œuvres qui furent produites pour la puissance publique ou pour des personnages fortunés qui pouvaient faire vivre artistes et architectes. Il n'est suivi d'aucun qualificatif de caractère sociologique ou géographique. Lorsqu'on parle du patrimoine des avocats, des chefs d'entreprises ou des hauts fonctionnaires, on pense à leur fortune, aux œuvres d'art qu'ils possèdent et à leurs propriétés historiques. Il ne viendrait pas à l'idée qu'il pourrait s'agir de leurs coutumes, d'usages consacrés par la tradition, de savoir-faire et de rituels transmis avec plus ou moins de secret au sein d'une corporation. Ainsi le patrimoine artistique et de l'architecture savante se particularise dans le vaste ensemble patrimonial par ses modes de production puis de protection, sa protection conduisant à perpétuer des formes de distinction sociale.

En définitive, ce qui distingue une forme patrimoniale de l'autre (le « dur » par rapport au « mou », le légitime par rapport à l'illégitime, l'artistique par rapport au social, etc.) va dépendre de ce qu'on en attend. Tout objet patrimonial est socialement construit par le regard qu'on lui porte, sa patrimonialité est donc étroitement liée à l'identité de celui qui la déclare. C'est pourquoi l'invention de « nouveaux patrimoines », reconnus après le « durcissement » opéré par l'institution publique qui va les extraire des pratiques sociales communes, tient plus à la signification que les « faiseurs » de patrimoine patentés leur octroient qu'à leur éventuelle fonction sociale et symbolique pour la population qui peut s'en estimer légataire. Toute l'histoire du patrimoine s'est construite ainsi, depuis la Révolution qui a conçu la notion de patrimoine public pour protéger les biens de l'Église du vandalisme, jusqu'à la concordance répétée entre les crises sociales et les (re)découvertes des patrimoines vernaculaires. L'exemple de la politique patrimoniale dans le département de la Savoie illustre parfaitement cette dimension très conjoncturelle et politique du patrimoine, et montre comment peut se faire la mutation d'une forme patrimoniale à l'autre.

M. R.

*Clersé/Ifrési, Institut de sociologie,
université des sciences et technologies de Lille*

NOTES

1. L'exemple savoyard qui sert de support à cette analyse a été décrit dans sa situation de 1997/1998. Une lecture un peu différente pourrait probablement être faite aujourd'hui, en particulier en ce qui concerne les positions des deux principales institutions concernées, le conseil général de la Savoie et la DRAC Rhône-Alpes. Cependant, les évolutions récentes du projet ne remettent pas en cause l'analyse générale du phénomène. Je remercie Dominique Peyre pour les précisions qu'il a apportées à ce texte pour la période récente (1999/2000).
2. La bibliographie sur le patrimoine est importante et les thèses défendues par les auteurs sont suffisamment riches pour ne pas pouvoir être résumées en quelques lignes. Parmi les ouvrages les plus marquants voir en bibliographie Guillaume (1980) ; Bourdin (1984) ; Leniaud (1992) ; Choay (1992), etc.
3. On se souvient de la phrase de Victor Hugo, écrite en 1825, qui sert d'ouverture à l'ouvrage *Le Voyage singulier. Regards d'écrivains sur le patrimoine. Genève, Rhône-Alpes* : « Il y a deux choses dans un édifice : son usage et sa beauté. Son usage appartient au propriétaire, sa beauté appartient à tout le monde. »
4. Sur l'histoire du patrimoine, qui se construit en réalité bien avant la Révolution, avec les débuts des collections à la Renaissance, je renvoie aux travaux de Dominique Poulot, par exemple sa longue introduction à *Patrimoine et Modernité* (1998). Poulot note que la question même de la période de fondation du patrimoine en France est un sujet polémique, fondé sur des positions idéologiques vis-à-vis du sens qu'il faut accorder au vandalisme et à la Révolution dans l'histoire politique du pays.
5. Le « géographique » n'étant qu'une forme intériorisée dans la culture des spécificités du milieu et des manières dont les hommes y ont répondu.
6. Les Zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.
7. Commissions régionales du patrimoine historique, artistique et ethnologique qui proposaient les protections aux préfets. Elles étaient composées de fonctionnaires de l'État, d'élus, de responsables associatifs et de personnes qualifiées (universitaires, chercheurs...).
8. Dans cet essai, Shusterman propose, dans la suite de la philosophie de Dilthey, une alternative à l'opposition entre arts populaires et beaux-arts en privilégiant une analyse des modes de production et de réception des œuvres qui ne s'inscriraient pas dans une hiérarchie de légitimité.
9. C'est en tant que fonctionnaire à la direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) de Rhône-Alpes que j'ai suivi ce dossier pendant dix ans. L'intérêt de cet exemple est qu'il permet de comprendre sur des cas concrets comment se construit la qualité patrimoniale d'édifices ou de biens divers, entre la référence à l'histoire de l'art et celle à la tradition culturelle de la région. Les sources que j'ai utilisées sont des documents publics (comptes rendus d'assemblées générales, documents contractuels, programmes touristiques) enrichis par mes propres observations.
10. Des changements importants ont été apportés depuis à ces bases : la base de Moûtiers a été supprimée, mais en revanche une nouvelle base d'interprétation a été ouverte à Séez, proche de Bourg-Saint-Maurice.
11. Il faut ajouter que des mesures conservatoires commençaient à être prises à différents niveaux, par exemple la création d'une ZPPAUP

dans la commune du Planay, la création de deux parcs naturels régionaux dans les Bauges et en Chartreuse, ou les démarches de création de nouvelles AOC fromagères dont on commençait à parler pour la tome des Bauges et le chevrotin.

12. En 1999, dix-sept sites étaient inscrits dans les visites guidées, mais les bases n'étaient pas encore ouvertes au public.
13. Ils seront sept au moment de l'ouverture des circuits en 1999 : la Chautagne, le Val-Guiers, la Compôte en Bauges, le hameau de Chambéranger dans la commune du Planay, l'adret de la Tarentaise, Valloire et Saint-André-de-Maurienne.
14. Conseil en architecture, urbanisme et environnement. Présents dans de nombreux départements, les CAUE sont des organismes dépendant très largement des conseils généraux, au service des maires pour les conseiller dans leurs projets de travaux.
15. Cependant, en 1998, la FACIM reprendra le projet pour lancer, dès l'été suivant, une nouvelle opération sur le patrimoine rural intitulée *Terres des Alpes*, qui adoptera globalement les conceptions retenues par le comité de pilotage.
16. Il me faut toutefois souligner que cette position doctrinale a toujours été très discutée au sein de la DRAC Rhône-Alpes, comme en témoigne la politique de protection suivie par la COREPHAE (Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique) qui a souvent soutenu, en particulier à travers ses membres représentant l'État, des dossiers qui pouvaient difficilement être présentés au titre de l'histoire de l'art ou de l'architecture, concernant des ateliers d'artisans ou des fermes.
17. Ce qui ne signifie pas qu'il soit hors de tout choix idéologique : lors d'un comité de pilotage qui

faisait suite à une manifestation de la Ligue savoisiennne, un mouvement politique qui réclame l'indépendance (parfois l'autonomie) de la Savoie, il fut décidé d'aborder l'histoire politique de la Savoie afin de contrecarrer les interprétations jugées fallacieuses que ce mouvement fait de l'intégration de cette région à la France en 1860.

18. Bien évidemment, pour l'ethnologue les églises et chapelles baroques sont partie intégrante de ce patrimoine rural. Mais je préfère garder ici la distinction reconnue par les « professionnels » du patrimoine.
19. C'est en particulier ce que montre une recherche-action de la COFREMCA réalisée sous la direction de Bernard Devez entre 1991 et 1993, intitulée : *Pour un repositionnement de l'offre tourisme loisirs des Alpes françaises*.
20. Les lecteurs attentifs à la vie politique auront sans doute remarqué que la signature de la convention avec l'État a eu lieu pendant que Michel Barnier, président du conseil général, était ministre des Affaires européennes du gouvernement d'Édouard Balladur.
21. Le trio de départ était composé d'un ethnologue conservateur au musée Savoisien, d'un ethnologue chargé de mission au conseil général pour suivre la dimension scientifique du projet, et d'un conservateur du patrimoine, responsable de la conservation départementale du Patrimoine.
22. C'est cette dimension qui justifie l'investissement important, compte tenu de ses très faibles moyens, de la mission du Patrimoine ethnologique du ministère de la Culture qui, sur trois ans, versa 1 million de francs au financement du projet.
23. Sur ce point, il faut cependant préciser que les choses bougent rapidement. On assiste depuis quelques années à un intérêt

grandissant, chez le public, pour une compréhension plus globale et plus anthropologique des phénomènes artistiques, culturels ou techniques qui favorise une réelle évolution des contenus et des formes de la médiation culturelle. Concernant les *Chemins du baroque*, plusieurs témoignages confirment que, pour un public de plus en plus large, c'est bien cette interprétation anthropologique du baroque qui fait l'identité propre du circuit et son succès sur la durée.

24. Conception qui évolue par la force des choses : le succès annuel et grandissant des Journées du patrimoine montre, s'il en était besoin, qu'une conception étroite du patrimoine est complètement débordée par la société.
25. Éventuellement du point de vue de l'ethnologie à partir du moment où elle accepte de réaliser ce travail de sélection contraire à beaucoup de ses principes méthodologiques actuels.
26. Service départemental de l'Architecture et du Patrimoine, placé sous l'autorité du préfet de département.
27. C'est l'un des principaux enseignements d'une étude réalisée par le cabinet Prospective et Patrimoine, en 1998, sur la valorisation du petit patrimoine rural, pour le compte des directions régionales des Affaires culturelles, de l'agriculture et de la forêt, et de la délégation régionale au Tourisme de Rhône-Alpes.
28. Sous sa forme contemporaine, c'est le monument aux morts des places de villages.
29. Pour une application de leur thèse au patrimoine, voir également : Rautenberg (1995).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Bourdin (A.). 1984. *Le Patrimoine réinventé*. Paris : PUF.
- Cerclet (D.). 1994. *Art religieux des vallées de Savoie*. Chambéry / Montmélian : La Fontaine de Siloé/FACIM.
- Chiva (I.). 1994. *Une politique pour le patrimoine rural*. Rapport à M. le ministre de la Culture.
- Choay (F.). 1992. *L'Allégorie du patrimoine*. Paris : Le Seuil.
- Fabre (D.) (dir.). 2000. *Domestiquer l'histoire. Ethnologie des monuments historiques*. Paris : Maison des sciences de l'homme.
- Grignon (C.), Passeron (J.-C.). 1989. *Le Savant et le Populaire*. Paris : Gallimard / Le Seuil.
- Guillaume (M.). 1980. *La Politique du patrimoine*. Paris : Galilée.
- Le Voyage singulier : Regards d'écrivains sur le patrimoine*. Genève, Rhône-Alpes. 1996. Genève / Lyon : Zoé/Paroles d'aube.
- Léniaud (J.-M.). 1992. *L'Utopie française*. Paris : Mengès.
- Poulot (D.) (dir.). 1998. *Patrimoine et Modernité*. Paris : L'Harmattan.
- Rautenberg (M.), Micoud (A.), Bérard (L.), Marchenay (P.) (dir.). 2000. *Campagnes de tous nos désirs. Patrimoine et usages sociaux*. Paris : Maison des sciences de l'homme.
- Rautenberg (M.). 1995. « Sur le sens des patrimoines sociaux et leur place dans la modernité », in *Identities, Cultures et Territoires* / sous la direction de J.-P. Saez. Bruxelles : Desclée de Brouwer.
- Shusterman (R.). 1992. *L'Art à l'état vif : La pensée pragmatique et l'esthétique populaire*. Paris : Minuit.

RÉSUMÉS

S'appuyant sur l'exemple de la mise en place de trois opérations de tourisme culturel en Savoie, l'auteur montre comment la patrimonialisation se construit dans un jeu d'acteurs entre l'État, les professionnels du patrimoine, les collectivités locales et les habitants usagers des lieux. Il apparaît que l'intervention régaliennne de l'État, s'appuyant sur le discours « savant » des professionnels, contribue à « durcir » la patrimonialisation en coupant les édifices locaux de leurs usages courants et en les réinterprétant comme signes des valeurs « universelles » de la culture ; à l'inverse les habitants reconnaissent les objets patrimoniaux qui leur sont proches en les inscrivant dans des logiques d'usages qui s'accordent mal de la patrimonialisation institutionnelle. Selon les cas, les élus départementaux appuieront la patrimonialisation dans un sens ou dans l'autre.

Relying on the example of the set-up of three cultural tourism operations in the Savoy region, the author shows how heritage-building is constructed by putting agents from the State, from the professional cultural heritage field, from municipalities, and local users of the sites into play. It seems that the State's kingly intervention, backed up by the 'knowing' discourse of the professionals, contributes to a 'hardening' of the heritage-building process by cutting local buildings off from their normal uses and reinterpreting them as signs of 'universal' cultural values. Inversely, local residents recognize those sites and objects of their heritage that are near and dear to them by inscribing them within a logic of use, which clashes with the institutional heritage-building process. According to each case, regional elected officials will tend to rely on either the first or the second meaning of heritage-building.

Apoyándose en el ejemplo de la puesta en marcha de tres operaciones de turismo cultural en Saboya, el autor muestra cómo la patrimonialización se construye a través de un juego de actores entre el Estado, los profesionales del patrimonio, las colectividades locales y los habitantes usuarios de los lugares. Resulta que la intervención regalista del Estado, amparándose en el discurso « erudito » de los profesionales, contribuye a « endurecer » la patrimonialización suprimiendo los edificios locales de su uso corriente y replanteándolos como signos de valores « universales » de la cultura ; al contrario, los habitantes reconocen los elementos patrimoniales que les son familiares incluyéndolos en lógicas de uso que no concuerdan con la patrimonialización institucional. Según los casos, los representantes departamentales apoyarán la patrimonialización en uno u otro sentido.